

CHINE

ESSAI DE CARTOGRAPHIE DU DEBAT SUR LE NON-EMPLOI EN PREMIER

Dans la dernière livraison de *WMD Insights*, l'analyste Jing-dong Yuan (Chinois émigré au Canada, affilié au Monterey Institute) propose une cartographie du débat doctrinal en cours au sein des milieux stratégiques de la République populaire.¹

Pour lui, il est possible de distinguer trois courants différents :

1. Ceux qui estiment que le non-emploi en premier doit continuer à guider la politique nucléaire de la RPC pour des raisons politiques et morales. C'est le cas notamment selon lui de deux analystes militaires, le général Pan Zhenqiang (ancien directeur de l'Institut de sécurité de l'Université de la défense nationale et familier des colloques internationaux), et le général Peng Guangqian (de l'Université de défense nationale).
2. Ceux qui estiment que le non-emploi en premier doit continuer à guider la politique nucléaire de la RPC pour des raisons stratégiques : mieux vaut une dissuasion « conventionnelle » qu'une dissuasion nucléaire non crédible. Ce serait le cas selon lui de deux analystes civils (bien connus eux aussi des milieux internationaux) : Li Bin (Université de Tsinghua) et Sun Xiangli (Institut de physique appliquée et de mathématiques informatiques²).
3. Ceux qui estiment que la capacité de Washington à exercer des options préemptives sur l'arsenal chinois doit conduire Pékin à un revirement doctrinal. On y trouverait le général Zhu Chenghu (dont les déclarations avaient défrayé la chronique en juillet 2005), et un analyste civil connu, Shen Dingli (Université de Fudan).

Le débat sur le non-emploi en premier, qui a commencé il y a maintenant une dizaine d'années, ne dessert pas les dirigeants politiques et militaires chinois. Il permet d'encourager le développement de l'analyse stratégique (« Que Cent Fleurs s'épanouissent »...), mais aussi de brouiller la lisibilité de la doctrine nucléaire de la RPC. Reste que tous les observateurs familiers de la scène stratégique chinoise s'accordent pour dire que ce débat n'est pas artificiel et recouvre de vraies divergences. La question est bien sûr de savoir quelles conclusions en tireront les décideurs de la Commission militaire centrale...

¹ Jing-dong Yuan, « Beyond No-First-Use : Recent Chinese Discussions of Nuclear Strategy », *WMD Insights*, Issue 8, Septembre 2006, pp. 18-21.

² Comme on le sait, cet institut est au cœur du programme nucléaire chinois.

Pour l'heure, les gigantesques travaux en cours sous la ville de Pékin sont peut-être un indice de la préparation des dirigeants chinois à « absorber » une frappe nucléaire sur la capitale.³

³ « Pékin se dédouble en ville souterraine », *TTU* n° 599, 11 octobre 2006, p. 4.

COREE DU NORD

QUELLE DOCTRINE NUCLEAIRE POUR PYONGYANG ?

1) La Corée du Nord avait officiellement prévenu, dans une déclaration solennelle datée du 3 octobre 2006, qu'elle procéderait à un essai nucléaire.⁴ Le semi-échec apparent de l'engin au plutonium testé le 9 octobre n'en a pas moins été présenté à la population comme un grand succès. Les soldats américains et sud-coréens patrouillant le long de la zone démilitarisée ont remarqué que les militaires nord-coréens avaient gagné en assurance.⁵

2) La justification apportée par Pyongyang à l'édification de sa force de dissuasion n'a pas changé. « *La possession d'une capacité de dissuasion, exclusivement à titre de légitime défense* », selon M. Choe Su Hon, vice-ministre des Affaires étrangères, qui mentionne à cet égard les « *invasions d'États souverains (..) sous le prétexte de la 'non-prolifération' et du 'contre-terrorisme'* ». ⁶ M. Choe va jusqu'à dire que la possession de l'arme nucléaire par Pyongyang « *est pleinement dans l'intérêt des pays de la région pour la paix et la sécurité* ».

Pour la première fois, Pyongyang a précisé sa conception de la dissuasion en affirmant qu'elle adoptait une posture de non-emploi en premier : « *(..) la RDPC n'emploiera jamais les armes nucléaires en premier mais interdit strictement toute menace nucléaire* » (sic). La dissuasion nord-coréenne est là pour « *protéger les intérêts suprêmes de l'État et la sécurité de la nation nord-coréenne* ». ⁷

3) La déclaration solennelle du 3 octobre 2006 a également réitéré l'engagement de la Corée du Nord à ne pas procéder à des « *transferts nucléaires* ». ⁸ Cette clarification de la position déclarée du régime était notable : en effet, l'expert américain Selig Harrison, en visite à Pyongyang quelques jours avant l'essai, avait entendu le négociateur nord-coréen menacer les États-Unis d'un transfert de matières fissiles ou d'armes nucléaires à des « *tierces parties* ». ⁹

⁴ Associated Press, « Text of North Korea's nuke announcement », 3 octobre 2006.

⁵ « Along DMZ, North Koreans 'walking a little taller' », CNN.com, 11 octobre 2006.

⁶ « Nuclear Weapons for 'Self-Defense', North Korea Says », *NTI Global Security Newswire*, 27 septembre 2006.

⁷ Associated Press, op. cit.

⁸ Associated Press, op. cit.

⁹ Jon Fox, « North Korea Hints at Nuclear Weapon Transfer », *NTI Global Security Newswire*, 29 septembre 2006.

COREE DU SUD

LE DEBAT SUR LA DISSUASION APRES L'ESSAI DU 9 OCTOBRE 2006

Le débat stratégique entre Séoul et Washington est en pleine évolution, et les événements des derniers mois lui ont apporté leur lot de rebondissements.

Les tensions de ces dernières années ont été causées par trois facteurs :

- ⇒ les décisions du Pentagone de renouveler les modalités de l'engagement des États-Unis dans la défense de la péninsule (retrait d'une partie des forces, repositionnement, projet de suppression du commandement conjoint) ;
- ⇒ les critiques de Séoul à l'égard des positions dures de l'administration Bush sur le dossier nord-coréen ;
- ⇒ les désaccords entre les deux pays quant à l'opportunité pour la Corée du Sud d'être dotée de défenses antimissiles.¹⁰

En 2005, lors de la 37^{ème} rencontre annuelle des ministres de la Défense, il y aurait eu un débat entre les deux pays quant à l'opportunité de mentionner explicitement l'existence du « parapluie nucléaire » américain, Séoul ayant eu peur de provoquer Pyongyang.¹¹ (La formule habituelle est « *continued provision of a nuclear umbrella* ».)

Les essais de missiles balistiques du 5 juillet n'avaient rien fait pour remédier à ces tensions. Mais il en est allé tout autrement pour l'essai nucléaire du 9 octobre. Tout se passe comme si, du point de vue sud-coréen, une véritable « ligne rouge » avait été franchie ce jour-là.

Alors que les enquêtes d'opinion, durant les 10-15 dernières années, montraient une hésitation de la part des Sud-Coréens à considérer le Nord comme une menace (notamment au sein de la jeunesse), pas moins de 78 % des sondés pensaient au lendemain du test que le pays devait « réviser sa politique » à l'égard de Pyongyang et 65 % se disaient en faveur d'une option nucléaire nationale.¹²

¹⁰ Avec, en toile de fond, les tensions entre Tokyo et Séoul, d'une part, Tokyo et Pékin, d'autre part.

¹¹ Jung Sung-ki, « Seoul Demanded Deletion of Nuclear Umbrella Terminology », *The Korea Times*, 16 octobre 2006. L'information a été démentie par une source gouvernementale (Yonhap News, « Gov't took no action to strike 'nuclear umbrella' phrase during defense talks », 17 octobre 2006).

¹² Enquête réalisée pour le quotidien *Joong-Ang*, citée in Andrew Salmon, « In South, most call for new policy, own nukes », *The Washington Times*, 15 octobre 2006.

Parallèlement, un groupe de 17 personnalités sud-coréennes demandait aux États-Unis de redéployer des armes nucléaires américaines sur la péninsule.¹³ Au même moment, un scientifique impliqué dans le programme nucléaire laissait entendre dans un grand quotidien national que la Corée du Sud avait la capacité de produire de l'uranium enrichi par laser, suite aux recherches conduites en 2000 (et rendues publiques en 2004).¹⁴

La 38^{ème} rencontre annuelle des ministres de la Défense, qui s'est tenue quelques jours plus tard, a réaffirmé, mais avec un langage plus fort qu'à l'accoutumée, l'existence de la protection nucléaire américaine à la Corée du Sud. Le communiqué conjoint dispose : « *Secretary Rumsfeld offered assurances of firm US commitment and immediate support to the ROK, including continuation of the extended deterrence offered by the US nuclear umbrella, consistent with the Mutual Defense Treaty* ». ¹⁵

¹³ Jung Sung-ki, « US Unlikely to Redeploy Nukes in South », *The Korea Times*, 15 octobre 2006.

¹⁴ Kim Tae-gyu, « Seoul Has Tech for Making Weapons-Grade Uranium », *The Korea Times*, 17 octobre 2006.

¹⁵ The 38th Security Consultative Meeting Joint Communiqué, Washington, 20 octobre 2006.

DIVERS

ISLAM, TERROR AND THE SECOND NUCLEAR AGE **(L'ISLAM, LA TERREUR ET LE DEUXIEME AGE NUCLEAIRE)**

Long article sur le site Internet du *New York Times* par Noah Feldman, professeur de droit à l'université de New York, *adjunct senior fellow* au *Council on Foreign Relations*.

(<http://www.nytimes.com/2006/10/29/magazine/29islam.html?ei=5087%0A&em=&en...>)

[Fiche réalisée par Bernard Sitt]

DESCRIPTION ET COMMENTAIRE

Cet article très épais de Noah Feldman, publié le 29 octobre 2006 dans le *New York Times*, cherche à démêler les relations très complexes entre Islam, terrorisme et dissuasion nucléaire au Moyen-Orient.

La problématique nucléaire dans cette région a été, depuis quelque 50 ans, centrée sur Israël et la question de savoir si celui-ci utiliserait l'arme nucléaire autrement qu'en dernier recours.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui, où les ambitions nucléaires de l'Iran focalisent, pour des raisons diverses, l'attention ou l'inquiétude de tous les États de la région. Un Iran nucléaire matérialiserait en particulier une révolution dans le monde musulman, à savoir la prééminence d'un État chiite. Certains milieux sunnites vont même jusqu'à s'inquiéter de voir un jour l'Iran utiliser l'arme nucléaire contre eux. Ce qui fait que si l'Iran acquérait la bombe, quelques-uns de ses voisins ne manqueraient pas de faire de même à sa suite.

La question se pose alors de savoir comment les États musulmans concernés, sunnites ou chiites, pourraient être amenés à utiliser leurs armes nucléaires, et de quelle manière ils pourraient être dissuadés. Il faut en particulier remettre ici en cause les approches traditionnelles de la dissuasion, dans la mesure où la problématique de la violence dans le monde musulman a connu des évolutions profondes au cours des deux dernières décennies. Au cœur de ces évolutions, se situe en particulier la pratique des attentats-suicides, qui s'est fortement étendue et diversifiée. Et l'on sait que l'extension de cette idéologie du sacrifice de soi échappe par nature à toute logique de dissuasion.

En particulier, la menace de représailles massives pourrait devenir sans effet sur des milliers ou des millions de musulmans si ceux-ci devenaient prêts à mourir en martyrs « touchés par la grâce d'Allah », ou à survivre en combattants du djihad. Aucun État

musulman ne professe actuellement de tels préceptes mais, selon l'auteur, rien ne peut être exclu dans l'après-11 septembre.

Mais la question générale des croyances islamiques au regard de la bombe ne disqualifie aucunement l'analyse stratégique traditionnelle. Les États islamiques obéissent comme d'autres à des logiques de puissance au moins autant qu'à des lois religieuses. Le cas de l'Iran, d'ailleurs, est exemplaire à cet égard. Certains observateurs estiment que ce pays veut la bombe avant tout pour conforter sa position régionale, rehausser son prestige et se protéger contre tout changement de régime, et non pas pour annihiler Israël. Mais dans le même temps, Ahmadinejad veut se poser en leader religieux et agir au nom de l'Islam. Téhéran aspire d'ailleurs à réduire les divisions entre sunnites et chiites, et sa rhétorique violente contre Israël va dans ce sens : en promouvant des intérêts pan-islamiques, elle peut contribuer à réduire les craintes des sunnites vis-à-vis de Téhéran.

N. Feldman rappelle par ailleurs l'argument des réalistes, selon lequel un État agissant au nom de motivations nationalistes est plus aisé à dissuader qu'un État mû par des préceptes religieux.

En tout état de cause, il est essentiel de savoir ce que dit de la bombe la tradition islamique. Les différents fatwas, décrets et discours dépeignent un panorama extrêmement contrasté, s'agissant d'une arme dont la technologie est nouvelle, qui n'avait pas été imaginée par le Prophète et dont le Coran ne fait pas mention. Il semble être un fait que le débat sur l'arme nucléaire à l'intérieur de l'Islam est fortement lié à celui qui traite des attentats-suicides ; ceux-ci, comme les armes nucléaires, sont susceptibles de frapper sans discrimination civils et militaires, et les deux posent selon l'auteur les mêmes questions d'éthique de la violence et de justification de l'emploi de la force. D'après les tenants de la tradition islamique, il existe des lois pour le djihad comme il existe un droit de la guerre, les deux interdisant de frapper délibérément des non-combattants.

Mais ce principe n'est pas intangible, et les deux dernières décennies ont vu se développer des tentatives de justifier les attentats-suicides dans le cadre de l'Islam. De fait, le Coran interdit le suicide, mais les idéologues de l'islamisme militant tentent de contourner cette règle en présentant les auteurs d'attentats comme des martyrs et non comme ayant sacrifié leur propre vie. Et nombre de musulmans semblent aujourd'hui adhérer à cet argument.

Cependant, les attentats du 11 septembre 2001 n'ont pas été unanimement approuvés par les autorités religieuses de l'Islam, loin s'en faut. Notre propos n'est pas de reproduire ici les détails du panorama décrit par l'auteur, et nous nous contenterons de citer un « Traité sur la loi d'utilisation d'armes de destruction massive contre les infidèles » écrit en 2003 par un théoricien saoudien dissident, Cheikh Nasir Ben Hamad al-Fahd, selon lequel les musulmans du monde sont aujourd'hui attaqués (*under attack*) et, s'ils n'ont pas d'autre choix, peuvent utiliser tous les moyens nécessaires, y compris ceux qui violeraient en d'autres circonstances les lois du djihad, tels que les armes de destruction massive. Retenant toutefois le principe de proportionnalité, Fahd estime à presque 10 millions (sic) le nombre de musulmans tués directement ou indirectement par des armes américaines, chiffre dont il ne donne pas d'explication, mais qui justifie selon lui qu'il soit permis de tuer autant d'Américains en utilisant des armes de destruction massive.

Ainsi, si l'interprétation de lois islamiques de la guerre était vue de la sorte, les implications s'agissant de la « bombe islamique » seraient lourdes. En toute hypothèse, la question est de savoir si un État islamique serait prêt à utiliser la bombe au prix de sa propre destruction et du martyr de millions de ses citoyens. En d'autres termes, l'Islam serait-il susceptible de faire sienne une vision millénariste apocalyptique ? Ben Laden lui-même, dans ses appels les plus radicaux à la guerre des civilisations, n'a jamais tenu de discours de fin des temps. Et d'ailleurs, les plus radicales des théories sunnites du djihad considèrent, conformément à ce que dit un passage du Coran, que les (ou la) civilisations ne peuvent pas et ne doivent pas être détruites. Mais un attentat nucléaire contre les États-Unis est envisageable, s'il était commis de manière telle (en particulier, pas d'agresseur identifié) qu'il n'en résulterait pas une conflagration nucléaire globale.

Enfin, revenant à l'Iran, on peut avancer que ce pays n'utiliserait pas sa capacité nucléaire pour provoquer un conflit qui aboutirait à des représailles massives et à sa propre destruction. Ahmadinejad comprend certainement les conséquences potentielles de l'utilisation d'une arme nucléaire et, en dépit de ses discours messianiques, n'aspire pas à la destruction de l'État iranien. Il reste que, même s'il n'est pas le décideur le plus important dans le jeu nucléaire de l'Iran (les décisions ultimes sont prises par le Guide suprême, l'ayatollah Khamenei), il a réussi à s'imposer comme l'acteur de référence. Et le lien consubstantiel établi de longue date entre l'anti-américanisme et l'islamisme iraniens n'est pas près de disparaître, et ne permet pas d'envisager avec optimisme l'évolution de la problématique de l'arme nucléaire au Moyen-Orient.

Commentaire : L'approche de Feldman est approfondie et très nuancée, et son analyse est extrêmement intéressante mais, comme on pouvait s'y attendre, peu de certitudes émergent s'agissant de la dissuasion nucléaire au Moyen-Orient. On perçoit bien le débat islamique entre les anciens et les modernes sur l'utilisation de la bombe, et l'on observe également, s'agissant de l'Iran, que l'instrumentalisation du nucléaire à des fins politiques n'est pas clairement séparée du messianisme religieux, nationaliste et régionaliste. Ceci est cohérent avec le diagnostic de « proliférant nucléaire opaque » que l'on a porté par ailleurs.

DIVERS

LA RUSSIE, LA CHINE ET LES ZEAN

Les trois puissances nucléaires occidentales s'étant abstenues, seules la Russie et la Chine étaient représentées lors de la signature, le 8 septembre 2006, du traité de Semipalatinsk établissant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (CANWFZ).¹⁶

Comme on le sait, Londres, Paris et Washington estiment en effet que le traité de Semipalatinsk est vidé de son sens par ses clauses autorisant le transit d'armes nucléaires ainsi que le maintien en vigueur du traité de Tachkent (1992) autorisant implicitement la présence d'armes nucléaires sur le territoire des alliés de la Russie.¹⁷

Quelques semaines plus tard, sans doute pour se démarquer de Moscou et conforter ses bonnes relations avec les pays d'Asie du sud-est, la Chine (qui a toujours publiquement défendu le principe de l'interdiction des armes nucléaires hors du territoire national) a annoncé fin octobre son intention de ratifier le Protocole au traité de Bangkok.¹⁸

¹⁶ Pour une analyse complète voir Nikolai Sokov, « Russia sees gains from creation of Central Asian nuclear-weapon free zone », *WMD Insights*, Issue 9, octobre 2006, pp. 38-39.

¹⁷ Seul le Turkménistan a annoncé, fin 2005, qu'il interdisait le transit de toute arme de destruction massive par son territoire. Il convient de rappeler que la clause réservant à chaque pays de se prononcer sur la légalité du transit d'armes nucléaires existe dans d'autres traités établissant des ZEAN.

¹⁸ Richard McGregor, « China backs Asean anti-nuke treaty », *The Financial Times*, 30 octobre 2006.

ÉTATS-UNIS

POURSUITE DU DEBAT SUR LA « SUPERIORITE STRATEGIQUE » AMERICAINE

A la suite de l'article de Keir Lieber et Daryl Press, « The Rise of US Nuclear Primacy » (*Foreign Affairs*, mars-avril 2006) qui a fait sensation, comme on le sait, à Moscou, la revue *Foreign Affairs* a ouvert ses colonnes au débat.¹⁹

- ⇒ C'est le Pentagone, par la plume de Peter Flory, qui a ouvert le feu. M. Flory annonce notamment que le changement des bus de rentrée sur les ICBM Minuteman-III (installation des Mk-21 retirés des MX) ne changera rien à la précision et à l'énergie des armes. Il rappelle que les États-Unis sont en passe de réduire considérablement leur arsenal opérationnel ainsi que leur stock total d'armes, et affirme que la posture américaine n'est pas une posture de première frappe.
- ⇒ Keith Payne, l'un des principaux architectes de la *Nuclear Posture Review* de 2001, rappelle que les États-Unis ont « *quasiment abandonné* » toute posture de première frappe à partir du milieu des années 1960. Il précise que la politique américaine en matière de défenses antimissiles, telle qu'elle a été codifiée par la Directive Présidentielle 23, ne prévoit qu'une « *défense limitée contre les États voyous* ». Il soutient par ailleurs que la NPR de 2001 avait renoncé à considérer la Russie comme une « *menace immédiate* » potentielle.
- ⇒ Pavel Podvig, l'un des meilleurs spécialistes russes de l'arsenal nucléaire du pays, conteste, lui, la présentation misérabiliste des capacités de la Russie par les deux auteurs de l'article de *Foreign Affairs*. Il rappelle tout d'abord que les réductions de forces auxquelles la Russie a procédé depuis la fin de la Guerre froide sont globalement équivalentes à celles qui ont été effectuées par les États-Unis. Il rappelle également que les bombardiers stratégiques russes ont participé à quatre exercices majeurs pour la seule année 2005. Il conteste l'affaiblissement de la capacité de survie de l'arsenal sol-sol : s'il est possible en effet qu'à la fin de la décennie Moscou ne dispose plus que de 150 missiles, encore conviendrait-il de souligner, dit-il, qu'environ la moitié seront des Topol mobiles. Enfin, sans nier les failles du système d'alerte avancée du pays, il estime que ses capacités sont supérieures à ce qui est suggéré dans l'article.

¹⁹ « Nuclear Exchange : Does Washington Really Have (or Want) Nuclear Primacy ? », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2006.

En réponse, les deux auteurs de l'article incriminé avancent les points suivants :

- ⇒ La capacité de destruction des silos russes par les missiles américains est bien supérieure à ce qu'elle était au temps de la Guerre froide (90-98 % contre 12 % pour les SLBMs ; 81 % contre 57 % pour les ICBMs) ;
- ⇒ Les bus de rentrée Mk-21 apporteront un vrai « plus » en termes de précision ;
- ⇒ Les États-Unis maintenaient encore des options « préemptives » en 1969, et rien n'indique qu'ils aient abandonné complètement de telles options ;
- ⇒ La MDA se dit intéressée par la capacité d'interception des missiles stratégiques chinois ;
- ⇒ Le programme de renouvellement de la composante sous-marine russe connaît des difficultés sérieuses ;
- ⇒ Il y a un véritable « trou » dans le réseau russe d'alerte avancée, à condition pour les SNLE américains de tirer à partir de certaines positions dans le Pacifique ; et les B-2 armés de missiles de croisière pourraient également tirer bénéfice des faiblesses du système russe.

ISRAËL

VERS UN RENOUVEAU DU DEBAT SUR LA TRANSPARENCE ?

1) Le débat israélien sur les conséquences d'une possible nucléarisation de l'Iran se poursuit. Depuis plusieurs années déjà, certains avancent que le pays serait contraint de « lever le voile » sur ses capacités nucléaires en cas d'arrivée à maturation du programme iranien. Une telle renonciation à l'ambiguïté traditionnelle de la position israélienne aurait pour but d'affirmer plus clairement sa capacité de dissuasion vis-à-vis de l'extérieur, tout en rassurant la population du pays. Une telle renonciation à l'opacité pourrait prendre des formes diverses, depuis le changement de la politique déclaratoire du pays jusqu'à la conduite d'un essai nucléaire.

Les analystes convaincus du bien-fondé d'une telle évolution sont de plus en plus nombreux. Gerald Steinberg (Université de Bar-Ilan), l'un des experts les plus connus du pays dans ce domaine, a récemment pris position dans ce sens : il souhaite voir Israël affirmer sa « *supériorité stratégique* » dans ce domaine. Le journaliste spécialisé Reuven Pedatzur (*Haaretz*) a fait de même.²⁰

A ces arguments s'ajoute le discours traditionnel de certains experts (Avner Cohen) sur la nécessité, pour une démocratie de culture occidentale, d'être aussi transparente que possible sur ses capacités militaires. (Ses arguments avaient été partiellement entendus, puisqu'un bref débat sur le programme nucléaire du pays avait été organisé à la Knesset il y a quelques années.) Cohen ajoute aujourd'hui qu'une telle affirmation de puissance serait nécessaire à la stabilité de la région car, selon lui, si son pays est familier des codes de la dissuasion, ce ne serait pas le cas d'une puissance nucléaire nouvelle telle que l'Iran.²¹

Toutefois, les milieux gouvernementaux semblent être plus réservés. L'ancien chef du Mossad Uzi Arad et l'ancien ministre de la Défense Ephraïm Sneh (que l'on sait pourtant être un « faucon » vis-à-vis de l'Iran) se prononcent en faveur de la continuation de la politique traditionnelle du pays dans ce domaine.²²

2) Parallèlement, la construction du « bunker gouvernemental » près de Jérusalem, sans nul doute conçu pour résister à une attaque massive sur les institutions du pays, se poursuit.²³ Cette construction avait été rendue publique par les autorités israéliennes en 2004.

²⁰ Dan Williams, « Israel seen lifting its nuclear veil in Iran stand-off », Reuters, 24 septembre 2006

²¹ Williams, op. cit.

²² Joshua Brilliant, « Israel experts uphold nuclear vagueness », United Press International, 25 octobre 2006.

²³ Ben Wedeman, « Israel's Nuclear Fears », CNN, 30 octobre 2006.

JAPON

LE DEBAT SUR LA DISSUASION APRES L'ESSAI DU 9 OCTOBRE 2006

Le débat sur la dissuasion à Tokyo recouvre largement celui qui est en cours à Séoul (cf. fiche correspondante), mais avec quelques différences significatives.

Comme c'est le cas de manière récurrente depuis plusieurs décennies, certaines personnalités se sont ouvertement déclarées en faveur d'une dissuasion nucléaire nationale depuis les événements de l'été. Cela a notamment été le cas de M. Nakasone, ancien Premier ministre – qui a émis des doutes sur la pérennité de la protection nucléaire américaine – quelques semaines avant l'essai nucléaire nord-coréen.²⁴

Depuis lors, M. Abe a déclaré à plusieurs occasions, notamment devant la Diète, que le Japon n'entendait pas revenir sur la politique des « trois principes » non nucléaires.²⁵ Le gouvernement a réaffirmé, par la bouche du ministre des Affaires étrangères M. Aso, que le Japon n'avait pas d'intention dans ce domaine – mais tout en précisant que le débat ne devait pas être fermé. La même position avait été affirmée par M. Nakagawa, proche de M. Abe.²⁶ Quelques heures seulement après la prise de position de M. Aso, le Premier ministre, a semblé se rétracter (« *le débat est terminé* »).²⁷ Par ailleurs, quelques jours plus tard, le grand quotidien *Asahi Shinbum* a fermement condamné les prises de position de MM. Aso et Nakagawa dans un éditorial.²⁸

La mise au point de M. Abe n'a pourtant pas mis un terme à ce débat. Le porte-parole du gouvernement M. Shiozaki a ainsi déclaré « *théoriquement et techniquement* » les armes nucléaires pouvaient entrer dans le champ des capacités autorisées par la Constitution, même si le gouvernement n'avait pas l'intention de « *discuter cette question* ».²⁹ Le directeur de l'Agence de défense, M. Kyuma (originaire de Nagasaki), a lui aussi pris une position

²⁴ Voir à ce sujet *An Image of Japan in the 21st Century*, Institute for International Policy Studies (Tokyo), 6 septembre 2006.

²⁵ Eric Prideaux & Akemi Nakamura, « Japan may not want to go nuclear but it's no technical hurdle : analysts », *The Japan Times*, 11 octobre 2006.

²⁶ Thom Shanker & Norimitsu Onishi, « Japan Assures Rice That It Has No Nuclear Intentions », *The New-York Times*, 21 octobre 2006.

²⁷ Joseph Coleman, « Japan's PM rules out discussing nuclear bomb », *The Independent*, 19 octobre 2006.

²⁸ « Japan's nuclear debate », *Asahi Shinbum*, 21 octobre 2006.

²⁹ Agence France Presse, « Japan says it can go nuclear but won't », 31 octobre 2006.

ambiguë : tout en estimant que le débat était inutile, il a affirmé que le Japon avait « *peut-être* » le potentiel nécessaire pour fabriquer des armes nucléaires.³⁰

En l'absence d'occasion formelle (contrairement à ce qui a été le cas avec la Corée du Sud), c'est par la voix de Mme Rice que les États-Unis ont réaffirmé, de manière implicite, la solidité du parapluie nucléaire américain : « *The United States has the will and the capability to meet the full range – and I underscore full range – of its deterrent and security commitments to Japan* ». ³¹

Pendant ce temps, aux États-Unis, le débat sur un Japon nucléaire semble prendre un tour nouveau. Plusieurs commentateurs et anciens responsables affirment que l'on ne peut pas « traiter un allié aussi solide que le Japon comme l'Iran ou la Corée du Nord ». Le tabou sur la nucléarisation pourrait bien ainsi être en voie d'affaiblissement – notamment au sein du camp républicain où, comme on le sait, la « nature du régime » est sans doute le critère le plus important pour juger du « droit » ou non d'un pays à disposer de l'arme nucléaire.³² M. Bush ne s'est distancié de cette approche que de manière assez molle : « *I think the less nuclear armament in the Far East, the better off the world will be* ». ³³

³⁰ Associated Press, « Japan's defense chief warns against 'careless debate' on possessing nuclear arms », 25 octobre 2006.

³¹ Shanker & Onishi, op. cit.

³² A titre d'exemple de prise de position publique, voir Charles Krauthammer, « World War II Is Over », *The Washington Post*, 20 octobre 2006.

³³ Associated Press, « Bush opposes arming Japan, South Korea and Taiwan with nuclear weapons », 30 octobre 2006.

OTAN

UN SITE ANTIMISSILE PEU POPULAIRE

1) Les études préliminaires des experts américains en Pologne et en République tchèque se sont achevées en juillet 2006.³⁴ Pour l'instant, c'est la Pologne qui semble tenir la corde... Quatre sites possibles dans le pays seraient évoqués pour accueillir le site européen de défenses antimissiles stratégiques. Selon certaines sources, les sites les plus proches de la frontière russe ne seraient pas retenus en priorité, pour des raisons politiques.³⁵

Varsovie cherche à rassurer Moscou. Le gouvernement polonais continue toutefois d'affirmer qu'aucune proposition « officielle » n'a été faite à la Pologne par les États-Unis, et insiste sur le fait qu'une telle défense pour l'Europe ne viserait qu'à la protection contre des États « imprévisibles » tels que la Corée du Nord.³⁶

Cette installation annoncée ne fait en tout cas guère recette dans les opinions. Selon les enquêtes, entre 54 % et 63 % des Polonais y seraient opposés.³⁷ C'est également le cas de la plupart des partis politiques. Le débat dans le pays à ce sujet reste toutefois assez feutré pour l'instant.

Ce n'est pas le cas en République tchèque, autre pays hôte possible – du moins sur le papier à ce stade. Il est vrai que le projet américain y est encore moins populaire qu'en Pologne : pas moins de 83 % de la population serait opposée au déploiement.³⁸ Le gouvernement ne prend donc guère de risque en disant que le site de défense antimissile ne serait « probablement pas » basé sur le territoire du pays. En revanche, l'installation d'un radar serait, selon lui, envisageable – d'autant plus que 60 % des Tchèques ne s'y opposeraient pas.³⁹

³⁴ « La 'Missile Defence' bientôt en Europe », *TTU* n° 600, 18 octobre 2006, p. 4.

³⁵ Arielle Thedrel, « Varsovie devrait accueillir le bouclier américain », *Le Figaro*, 5 octobre 2006.

³⁶ RIA Novosti, « No Missile Defense Deployment Offer From US Yet Says Poland », 12 octobre 2006.

³⁷ « Les Polonais contre le bouclier », *TTU* n° 598, 4 octobre 2006, p. 3 ; Marek Ostrowski, « Avons-nous besoin du bouclier antimissiles de Washington ? », *Polityka* (in *Courrier International* n° 827, 7-13 septembre 2006, p. 25).

³⁸ « Les Polonais contre le bouclier », *TTU* n° 598, 4 octobre 2006, p. 3.

³⁹ NTI Global Security Newswire, « Czech PM Doubts Country to House Missile Defense », 16 octobre 2006.

2) Pendant ce temps, Moscou continue de lancer des avertissements sévères aux Européens, espérant sans doute influencer ainsi le débat politique interne dans les pays concernés. Les experts de l'IMEMO se mobilisent. Le général Vladimir Belous déclare que la doctrine militaire nationale dispose que « *les forces armées sont autorisées à attaquer les installations situées dans des pays étrangers, dès lors qu'elles menacent leur sécurité* ». ⁴⁰ Pour sa part, Alexandr Pikayev déclare qu'aux termes de la même doctrine, « *la Russie s'autorise à effectuer des frappes préventives contre tout objectif menaçant, et l'emploi d'armes nucléaires tactiques est une option pour de telles frappes* ». ⁴¹

⁴⁰ NTI Global Security Newswire, « Russia Might Target U.S. Missile Defenses in Europe », 21 septembre 2006.

⁴¹ NTI Global Security Newswire, « Russia Could Use Tactical Nuclear Weapons to Defeat U.S. Missile Defenses in Europe, Experts Say », 22 septembre 2006.

PAKISTAN

QUEL DEVELOPPEMENT POUR LA FILIERE PLUTONIGENE ?

1) Le débat sur la capacité exacte du futur réacteur de Khushab-2 se poursuit. Une nouvelle analyse, réalisée par Thomas Cochran et techniquement très fouillée, contredit les estimations de David Albright, selon lequel le réacteur aurait une puissance de 1 000 MWt (voir synthèse n° 6) et estime que le réacteur ressemblera en fait de très près à celui de Khushab-1 (entre 40 et 100 MWt).⁴² En réponse, Albright maintient ses conclusions.⁴³

2) Dans tous les cas de figure, la mise en service de Khushab-2 devrait logiquement être accompagnée d'une expansion du programme nucléaire. Il est douteux, par exemple, que le Pakistan ait aujourd'hui la possibilité de produire la quantité d'eau lourde nécessaire au fonctionnement de deux réacteurs. En outre, les capacités de retraitement du pays sont sans doute insuffisantes pour lui permettre d'exploiter pleinement le potentiel des deux réacteurs. Il avait été estimé en 2000 que les "New Labs" du PINSTECH pouvaient extraire entre 8 et 10 kilos de plutonium par an. D'après David Albright, les installations ont été agrandies entre 1998 et 2002 et auraient désormais la capacité d'extraire entre 10 à 20 kilos par an. Si Khushab-2 est du même type de Khushab-1, comme le pense Cochran, les *New Labs* auraient peut-être la capacité "d'absorber" une telle expansion. (Khushab-1 peut générer quelques 10 kilos de Pu par an.) En revanche, si Khushab-2 est beaucoup plus puissant, comme l'estime Albright, d'autres facilités seront certainement nécessaires.⁴⁴

3) On notera enfin une déclaration intrigante du président Moucharraf. Interrogé sur l'aide apportée à la Corée du Nord, celui-ci a affirmé en octobre 2006 « *nous n'avons pas d'arme au plutonium* ». ⁴⁵ Il est possible que ce soit effectivement le cas. Comme on le sait, les essais de 1998 concernaient des engins à l'UHE (avec une incertitude il est vrai pour l'essai du

⁴² Thomas B. Cochran, What is the Size of Khushab II ?, Natural Resources Defense Council, 8 September 2006.

⁴³ David Albright & Paul Brannan, Update on the Construction of the New, Large Khushab Reactor, Institute for Science and International Security, 4 octobre 2006.

⁴⁴ Jack Boureston, « Assessing Pakistan's nuclear reprocessing capabilities », *Jane's Intelligence Review*, October 2006, pp. 39-41.

⁴⁵ Agence France-Presse, « Musharraf says Pakistan didn't enable NKorea test », 12 October 2006.

30 mai⁴⁶), et le schéma donné par la Chine au Pakistan était bien celui d'une arme à l'UHE. Mais si les Pakistanais se dirigeaient, comme c'est probable, vers la constitution d'un arsenal conséquent d'armes au plutonium (notamment pour la fabrication d'armes légères pouvant être emportées par les missiles Shahine-2), il serait étonnant que ce processus ne donne pas lieu à des essais dans les années qui viennent...

⁴⁶ Des traces de plutonium avaient été détectées par un laboratoire américain, mais la question n'a jamais été totalement élucidée. Il est possible que les Pakistanais aient testé un cœur composite.

ROYAUME-UNI

LE CALENDRIER DE LA DECISION

Le débat britannique sur la modernisation de la force nucléaire du pays est régulièrement nourri par des analyses de qualité provenant des organisations non gouvernementales.

L'Oxford Research Group vient ainsi de publier un excellent document sur les mécanismes de prise de décision et le calendrier de la modernisation nucléaire au Royaume-Uni.⁴⁷

Le rapport considère que la durée de vie de 25 ans pour les SNLE de la classe Vanguard (position officielle du gouvernement désormais) est une estimation très prudente, basée sur des critères de sûreté maximale relatifs à certains éléments du réacteur. Une durée de vie de 25 ans conduit à envisager le retrait du premier SNLE en 2019. Il estime également qu'il est raisonnable de compter sur un délai de 15 ans entre une éventuelle décision et l'entrée en service du premier SNLE de nouvelle génération.⁴⁸

Il note qu'il y a ainsi une contradiction entre les deux délais (puisque dans ce cas le gouvernement aurait dû prendre une décision en 2004). Ceci l'amène à considérer qu'il est certainement possible, en fait, de prolonger la durée de vie du SNLE d'au moins cinq ou six ans – ce qui est sans doute, de l'avis de la plupart des observateurs, le maximum supportable pour le système propulsif mais aussi pour la coque.

Le rapport estime également qu'il est très peu probable que Londres adopte des solutions innovantes pour la pérennisation de sa force de dissuasion. Le missile Trident (qui restera en service jusqu'en 2042) est actuellement la seule option réaliste. A l'extrême, il serait possible d'envisager l'emport des Trident par les SNA de la classe Astute.

Le rapport note enfin que le Royaume-Uni pourrait être contraint d'adapter un nouveau missile sur les SNLE de la prochaine génération à partir de 2042, au cas où les Trident 2D5 ne pourraient plus être maintenus en service après cette date. L'alternative serait de modifier de manière indépendante les missiles achetés aux États-Unis (qui font aujourd'hui partie, comme on le sait, d'un « pool » commun américano-britannique). La question se poserait notamment pour les deux derniers bâtiments de la nouvelle génération. (NdA : le quatrième

⁴⁷ Nick Ritchie, « Replacing Trident : Who will make the decisions and how ? », Oxford Research Group, août 2006.

⁴⁸ Le délai avait été de 13-14 ans pour la génération précédente.

bâtiment de la prochaine génération, qui remplacerait le bâtiment entré en service en 2001, deviendrait opérationnel dans la période 2026-2032, selon qu'il y ait ou non prolongation de 5-6 ans ; en comptant une durée de vie de 25 ans, sa fin de service aurait lieu dans la période 2051-2058.)

RUSSIE

MODERNISATION NUCLEAIRE ET MAITRISE DES ARMEMENTS

1) La discussion sur le sort du traité START-1 (qui expire en décembre 2009) commence à susciter un débat nourri. En effet, les parties au traité vont rapidement se trouver face au choix suivant : laisser le traité expirer, ou bien décider avant décembre 2008 de le prolonger pour cinq ans, ou bien de conclure un nouvel accord.

Fin juin, Moscou avait exprimé son souhait de voir START-1 être « remplacé ». Comme on le sait, la Russie cherche à faire valider par les États-Unis son souhait de placer des têtes multiples sur les missiles Topol-M – faute de quoi elle ne pourrait sans doute pas atteindre le plafond prévu par le traité SORT (1 700-2 200 armes stratégiques opérationnellement disponibles). Or START-1 interdit une telle configuration ; la prolongation du traité ne serait donc pas à l'avantage de la Russie. (En outre, la négociation d'un nouveau traité serait plus aisée, car START-1 comprend six États parties.)¹

Dans la mesure où l'échéance de décembre 2008 tombe encore dans le mandat de l'actuelle administration américaine, les équilibres politiques au Congrès issu des élections de novembre 2006 seront un facteur important pour l'avenir du régime bilatéral de maîtrise des armements.

Parallèlement, le débat sur un éventuel retrait russe du traité sur les FNI se poursuit. Il semble que l'état-major soit divisé sur la question.²

2) Dans le même temps, les signes d'un renouveau de l'activité des forces stratégiques russes se multiplient. En septembre 2006, pas moins de six SNLE russes se seraient trouvés simultanément à la mer. Des essais de SS-N-18 et de SS-N-23 ont été conduits le 9 septembre, y compris en direction de l'ouest (vers l'Europe).

Ceci ne change rien aux difficultés structurelles du complexe nucléaire russe, qui continue de souffrir du sous-investissement des années 1990. Le troisième essai du missile MSBS *Boulava* (7 septembre) a ainsi été un échec. Certains commentateurs russes y ont vu un symbole de la décrépitude de l'industrie missilière et navale du pays.³

¹ Voir Nikolai Sokov, « Putin seeks to 'replace' START-1 treaty », *WMD Insights*, Issue 8, septembre 2006, pp. 31-33.

² Voir Nikolai Sokov, « Russian military debates withdrawal from the INF treaty », *WMD Insights*, Issue 9, octobre 2006, pp. 30-32.

³ Vladimir Mukhin, « Moscow has only five years to avoid a collapse of the naval nuclear forces », *Nezavisimaya Gazeta*, 12 septembre 2006.

